



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 195

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Jean-Marc Ayrault, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Jean-Marc Ayrault. Monsieur le président, avant de poser ma question à M. le Premier ministre, je souhaite dire, au nom de tous les députés socialistes, que nous condamnons avec la plus grande fermeté les violences qui se produisent à Villiers-le-Bel et en même temps dire notre exigence de vérité. Les familles y ont droit. Je souhaite exprimer aussi notre solidarité totale avec les policiers, avec les sapeurs-pompiers, les agents du service public, qui assurent leur mission au péril de leur vie. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et sur plusieurs bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)*

J'assure de notre solidarité une population qui souffre, celle de Villiers-le-Bel, celle d'autres quartiers et d'autres banlieues, et je réaffirme notre solidarité avec les élus locaux, les maires, les adjoints, les conseillers municipaux, qui sont en première ligne. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)*

Monsieur le Premier ministre, dans la crise du pouvoir d'achat que connaît notre pays, se joue le contrat social avec les Français. Depuis sept mois, la France qui se lève tôt, la France qui travaille et qui gagne peu supporte tout l'effort de rigueur. Elle constate que son travail n'est plus justement rémunéré, que son mérite n'est pas reconnu autrement que par des hymnes et des discours.

Comment cette France-là ne serait-elle pas en colère lorsqu'elle vous a entendu dire, il y a quelques jours encore, qu'il n'y avait plus d'argent à distribuer alors que vous venez de donner 15 milliards d'euros aux plus fortunés et aux rentiers ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et sur plusieurs bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)*

Monsieur le Premier ministre, le groupe socialiste défendra, jeudi, une proposition de loi pour améliorer le pouvoir d'achat des Français.

Acceptez-vous de conditionner les 25 milliards d'aides publiques aux entreprises à l'augmentation des salaires ? Acceptez-vous d'encadrer les loyers pendant un an, pour négocier un " bouclier logement " qui limite la part des loyers et des charges au quart du revenu du locataire ?

Acceptez-vous de financer un chèque transport avec un prélèvement exceptionnel sur les profits des grandes compagnies pétrolières ?

Acceptez-vous de supprimer les " marges arrière ", pour qu'elles bénéficient d'abord aux consommateurs par la baisse des prix ? J'ai cité quelques exemples des dix propositions que nous allons défendre jeudi matin. Ces propositions sont justes, simples, et elles sont également financées.

Monsieur le Premier ministre, vous avez le devoir de dialoguer avec l'opposition, d'écouter ses propositions. Ma question est simple : allez-vous accepter d'aller jusqu'au bout du débat ou allez-vous l'interrompre jeudi matin, comme à votre habitude, grâce à des artifices de procédure ?

Vous ne pouvez pas échapper à cette question. Le pouvoir d'achat des Français, ce n'est plus un slogan, c'est une exigence des citoyens français. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et sur plusieurs bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)*

M. Patrick Roy. Des sous pour les Français !

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. François Fillon, *Premier ministre*. Je voudrais remercier M. Ayrault d'apporter au débat sur le pouvoir d'achat les idées et les solutions proposées par le parti socialiste.

M. Ayrault me demande si nous sommes décidés à conditionner les 25 milliards d'allègement de charges à une politique salariale négociée dans les entreprises. Je lui réponds : " Oui, nous nous y sommes déjà engagés. " Je note que, lorsque ces allègements de charges ont été mis en place dans le passé, jamais la gauche ne les avait assortis d'une telle condition. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. - Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Henri Emmanuelli. Le pouvoir d'achat se portait bien !

M. le Premier ministre. M. Ayrault me demande si je suis d'accord pour encadrer les loyers. C'est peut-être avec des politiques de logement comme celles qui ont été conduites que nous sommes arrivés en 2000 au nombre de logements construits le plus bas de l'histoire de la Ve République. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. - Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

S'il existe aujourd'hui un problème de hausse de loyers dans notre pays, c'est aussi parce que l'on n'a pas suffisamment construit.

M. Henri Emmanuelli. Cela fait six ans que vous êtes au pouvoir !

M. le Premier ministre. Nous avons engagé un effort considérable pour augmenter le nombre de logements mis en chantier.

M. Ayrault me demande si nous allons mettre en place le chèque transport. C'est notre majorité qui a créé, l'an passé, le chèque transport, mais cela ne fonctionne pas.

M. Jean Glavany. Parce que c'est facultatif !

M. le Premier ministre. Aussi ne pensons-nous pas que le chèque transport soit une bonne réponse...

M. Henri Emmanuelli. Il n'y a pas d'argent !

M. le Premier ministre. ...au problème de pouvoir d'achat des Français.

Enfin, M. Ayrault me demande si nous allons supprimer les " marges arrière ". L'Assemblée nationale examine actuellement un texte sur la concurrence, ...

M. François Brottes. Justement !

M. le Premier ministre. ...qui, à ma connaissance, n'a jamais été proposé par la gauche lorsqu'elle était au pouvoir. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) Continuons donc à discuter de ce texte qui permettra des améliorations sensibles sur le front de la transparence, sur les mécanismes de fixation des prix.

M. Henri Emmanuelli. Ce n'est pas sérieux !

M. André Chassaigne. C'est le contraire qui va se produire !

M. le Premier ministre. Mais vous ne pouvez pas vous exonérer de vos propres responsabilités,...

M. François Hollande. C'est vous qui étiez au pouvoir !

M. le Premier ministre. ...non plus que des promesses que vous avez vous-même faites pendant votre campagne, pour dénoncer aujourd'hui la politique que nous conduisons. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

Monsieur Ayrault, cette politique est d'abord une politique de croissance. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

Le pouvoir d'achat, c'est le résultat du travail des Français et de la croissance de l'économie nationale. Nous, nous travaillons à augmenter la croissance.

Nous travaillons à augmenter le travail des Français. Et alors le pouvoir d'achat suivra. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine. - Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marc Ayrault](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 195

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 28 novembre 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 28 novembre 2007